



# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE VILLE DE CARCASSONNE

**ARRÊTÉ**

**N° : 2025-0111**

Service :  
Direction Générale des Services

**PORTANT AUTORISATION D'OUVERTURE D'UN  
ÉTABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC  
HÔTEL B&B  
CODE : E-069-00033-000**

**Le Maire de la Ville de Carcassonne, Chef-lieu du Département de l'Aude ;**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-1 et L 2212-2,  
VU le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment ses articles L 1111-8-3, R 111-19-11 et R 123-46,  
VU le décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,  
VU l'arrêté du 31 mai 1994 fixant les dispositions techniques destinées à rendre accessibles aux personnes handicapées les établissements recevant du public et les installations ouvertes au public lors de leur construction, leur création ou leur modification, pris en application de l'article R 111 19-1 du code de la construction et de l'habitation,  
VU l'arrêté modifié du ministre de l'intérieur du 25 juin 1980, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public (ERP),  
VU l'arrêté du 25 octobre 2011 modifié portant approbation des dispositions particulières du type O (Hôtels et pensions de famille),  
VU le Règlement de Sécurité relatif aux risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public (ERP),  
VU l'avis de la Commission pour l'accessibilité aux personnes handicapées,  
VU la demande formulée par l'exploitant en vue de l'ouverture au public de son établissement,  
VU le procès-verbal de la visite réalisée, en vue de l'ouverture au public, par la Commission Incendie et Panique dans l'arrondissement de Carcassonne **le 10 avril 2025**.

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 :**

Il est autorisé l'ouverture au public de l'établissement dénommé "**HOTEL B&B**", rue Joséphine Baker - Zone Commerciale Rocadest - Lot 9 à 11000 CARCASSONNE, classé dans la **4<sup>ème</sup> catégorie du type O** dont l'effectif total autorisé est de **178 personnes** (Public : 174 personnes - Personnel : 4 personnes - dont capacité sommeil : 174 personnes).

### **ARTICLE 2 :**

Les prescriptions ci-après devront être réalisées avant l'accès au public de l'établissement :

#### **PRESCRIPTIONS NOUVELLES :**

1. Lever les observations du RVRAT (R 143-10),
2. Assurer une liaison téléphonique fiable, adressée au nom et à l'adresse de l'ERP, et avec une autonomie de fonctionnement de 6 heures en cas de coupure électrique (MS 70, O 20),
3. Afficher les consignes en cas d'incendie dans les chambres (O 21),

4. Afficher le plan d'intervention avec l'identification des locaux à risques (MS 41),
5. Déplacer l'extincteur du local ECS à l'extérieur de ce local (MS 39),
6. Isoler les passages de câbles à travers les cloisons au même degré de résistance au feu que les cloisons traversées (CO 31),
7. Identifier sur la porte le local photovoltaïques (CO 28),
8. Identifier le numéro de l'étage de la porte des escaliers encloisonnés donnant sur la circulation (CO 49),
9. Améliorer l'audibilité de l'alarme incendie (MS 62),
10. Déplacer le panneau décoratif se trouvant face au débouché de l'escalier principal dans le lobby (CO 49 § 3).

**OBSERVATIONS :**

La commission de sécurité rappelle à l'exploitant la nécessité d'avoir finalisé l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite avant toute demande d'ouverture.

**ARTICLE 3 :**

L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**ARTICLE 4 :**

Conformément aux dispositions de l'article GE 5 du Règlement de Sécurité contre l'incendie, l'avis relatif au contrôle de la sécurité sera affiché d'une façon permanente, près de l'entrée principale.

**ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa notification au responsable de l'établissement soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Il peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, auprès du Tribunal Administratif de MONTPELLIER, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 6 :**

Mme la Directrice Générale des Services de la mairie de CARCASSONNE, le Directeur Départemental de la Police Nationale de CARCASSONNE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise au :

- Préfet de l'Aude,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de l'AUDE
- Secrétariat de la Commission Incendie et Panique dans l'arrondissement de Carcassonne

Cet arrêté sera publié par voie électronique sur le site internet de la Ville.

Fait à Carcassonne, à l'hôtel de Ville,  
Le 11 avril 2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211100698-20250411-24183-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/04/2025

Le Conseiller Municipal Délégué,  
Claude ZORZETTO

Conformément à l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant auprès de la collectivité signataire du présent document.